

**Service instructeur**

Direction des Routes et des Transports  
Service Transports et Déplacements

**Service consulté**

Délégation à l'Action Territorialisée (DAT)  
Direction des Affaires Juridiques (DJU)  
Direction des Finances (DIF)

N° CP-2012-12-3-7

**TRANSPORTS COMPLEMENTAIRES LOCAUX  
CONTRAT DE TERRITOIRE DE VIE  
PIEMONT - VAL D'ARGENT - PAYS WELCHE**

Résumé : Le présent rapport a pour objet d'approuver le contrat thématique transports, pour l'organisation par la Communauté de Communes du Pays de Ribeauvillé d'un transport à la demande, avec la participation financière du Département du Haut-Rhin, prévue au Contrat de Territoire de Vie Piémont - Val d'Argent - Pays Welche.

**I - NATURE DES SERVICES ET MODALITES DE FONCTIONNEMENT**

Les conventions soumises à votre approbation ont pour objet l'organisation et le financement d'un transport à la demande, fonctionnant sur réservation préalable, au sein du territoire de la Communauté de Communes pour les déplacements non pris en compte par les transports départementaux.

La Communauté de Communes du Pays de Ribeauvillé a reçu délégation de compétence du Département par une convention du 3 septembre 2001 pour l'organisation d'une navette AUBURE - THANNENKIRCH - RIBEAUVILLE. Il s'agit historiquement du premier contrat thématique transport pris en application du Schéma départemental des transports collectifs.

Après une étude de développement, la Communauté a décidé de mettre fin à cette navette régulière à compter de janvier 2013 et de lui substituer un service à la demande fonctionnant sur l'ensemble du territoire communautaire, avec pour objet principal le rabattement sur les lignes régulières et l'accès à RIBEAUVILLE.

Ce service sera ouvert à toute personne résidant dans la communauté, sur adhésion et réservation préalable.

Notons que la délégation de compétence concernera également d'une part, l'extension de la navette de Noël existante COLMAR – KAYSERSBERG – RIBEAUVILLE entre RIQUEWIHR et RIBEAUVILLE initiée dans le cadre de l'Opération « Navettes de Noël du Pays des Etoiles » pour décembre 2012 et d'autre part, l'organisation d'une navette au départ du parking relais mis en place à RIBEAUVILLE pour cette même opération. Il s'agit de desservir en transports en commun les sites touristiques durant les week-ends de l'Avent.

Les projets de navettes de Noël 2012 font l'objet d'un autre rapport spécifique.

## **II - NATURE DES MARCHES**

Le transport à la demande fonctionnera sur la base d'un marché public engagé par la Communauté de Communes, sur délégation du Département.

Conformément à nos modalités d'intervention en faveur des transports complémentaires locaux, ces services seront subventionnables par le Département au taux de 50 % de la couverture d'exploitation (coût – recettes). La subvention est toutefois limitée à un plafond annuel de 62 905,56 € (3,34 € par habitant, valeur septembre 2012) et au montant inscrit au Contrat de Territoire de Vie.

Ce projet a été pris en compte au Contrat de Territoire de Vie Piémont - Val d'Argent - Pays Welche 2010-2013 (fiche n° 216) pour une participation départementale de 75 000,00 € en 2013. Toutefois ce montant ne pourra être atteint car il excède le plafond par habitant.

## **III - MONTAGE JURIDIQUE DU DOSSIER**

Le dispositif contractuel repose sur deux conventions :

- une convention donnant délégation de compétence à la Communauté de Communes pour l'organisation des services et la passation des marchés, sans engagement financier du Département et tacitement reconductible ;
- une convention précisant les modalités de participation financière du Département dans la limite des crédits inscrits aux Contrats de Territoire de Vie pour les transports complémentaires locaux, avec une durée limitée au Contrat concerné.

Ces deux conventions se substitueront à la précédente convention du 3 septembre 2011.

Au vu de ce qui précède, je vous propose :

- d'approuver la participation du Département au taux de 50 % de la couverture d'exploitation du service dans la limite d'un plafond annuel de 62 905,56 € (valeur septembre 2012) et des crédits inscrits au Contrat de Territoire de Vie « Piémont – Val d'Argent - Pays Welche », les crédits étant à prélever sur le programme A792 – chapitre 65 – fonction 821 – nature 65734 «Schéma de transports publics» ; il est précisé que le montant de la subvention sera soumis chaque année au vote de la Commission Permanente ;

- d'approuver les conventions jointes au rapport ;
- de m'autoriser à signer les conventions.

Je vous prie de bien vouloir en délibérer

A handwritten signature in black ink, consisting of a large, stylized initial 'C' followed by a vertical line and a horizontal stroke, resembling the letters 'CB'.

Charles BUTTNER

CONVENTION DE DELEGATION DE COMPETENCE  
POUR L'ORGANISATION  
D'UN SERVICE DE TRANSPORT D'INTERET LOCAL

Vu l'article 28 du décret 85-891 du 16 août 1985 relatif aux transports non urbains de personnes,

Vu la délibération du Conseil Général du Haut-Rhin du 10 novembre 2000 relative à la mise en place et au financement de services complémentaires au réseau départemental des transports collectifs ;

Entre :

Le Département du Haut-Rhin représenté par son Président, d'une part, dûment autorisé par délibération de la Commission Permanente du Conseil Général

Et :

La Communauté de Communes du Pays de Ribeauvillé, représentée par son Président, d'autre part, ci-après dénommée l'organisateur délégué,

Il a été convenu ce qui suit :

**Article 1 : délégation de compétence**

Le Département du Haut-Rhin délègue compétence à la Communauté de Communes du Pays de Ribeauvillé pour l'organisation de services de transport public régulier local pour la desserte des communes adhérentes à la Communauté.

La délégation a pour objectif de prendre en compte les besoins de la population en services de transports de proximité dans les conditions économiques les plus avantageuses pour la collectivité.

La présente convention se substitue à la convention de délégation de compétence signée par le Département du Haut-Rhin et la Communauté de Communes du Pays de Ribeauvillé le 3 septembre 2001.

**Article 2 : mission de l'organisateur délégué**

L'organisateur délégué a pour mission de définir les modalités d'exécution du service, de les soumettre pour approbation au Département et de veiller à la bonne exécution du contrat de transport.

Il gère l'accès des usagers au service. Il est habilité à délivrer les titres de transport et recouvrer les recettes afférentes.

Les services placés sous son autorité et sa responsabilité doivent être spécifiés dans le cahier des charges du contrat de transport et être inscrits au Plan Départemental des Transports.

Les projets d'amendement au cahier des charges qui modifient de manière substantielle la structure du service devront faire l'objet de la passation d'un avenant au contrat de transport, soumis à l'accord préalable du Département en cas d'incidence financière pour ce dernier.

Les adaptations courantes du service sans incidence financière telles que les modifications de points d'arrêts ou les rectifications d'horaires de passage des véhicules seront décidées d'un commun accord avec le transporteur et seront communiquées pour information au Département.

La réalisation des objectifs sera mesurée par une analyse statistique de fréquentation qui sera communiquée annuellement au Conseil Général.

### **Article 3 : mode d'exécution du service**

Le service sera assuré soit en régie directe par l'organisateur, soit par contrat passé par ce dernier avec une ou plusieurs entreprises commerciales de transport de voyageurs. Ce contrat de transport sera soumis aux règles applicables aux délégations de service public ou au Code des Marchés Publics selon la nature et le régime économique des services.

Il sera initialement conclu puis renouvelé dans les conditions prévues à l'article 7 de la présente convention et devra être visé par le Département. Sa résiliation ne pourra intervenir sans l'accord préalable de ce dernier.

### **Article 4 : procédure de passation des marchés et conventions**

Sauf accord contraire des parties, la procédure d'appel public à candidature et de traitement des offres en vue de la création ou du renouvellement des services sera appliquée par l'organisateur délégué. Il en sera de même pour les avenants modificatifs. A l'issue de la procédure, la convention de délégation de service public ou le marché public seront signés et mis en oeuvre par l'organisateur délégué et l'entreprise retenue, après visa du Département du Haut-Rhin.

### **Article 5 : participation financière du Département du Haut-Rhin**

La convention de délégation de compétence est signée sans engagement financier du Département du Haut-Rhin.

En cas de participation financière du Département du Haut-Rhin, une convention spécifique précisera les modalités de cette aide et notamment :

- la dépense subventionnée par le Département,
- le taux de participation du Département et le montant maximum,
- la durée de cette participation.

La part de financement public au fonctionnement du service sera intégralement acquittée par l'organisateur délégué auprès du transporteur. L'éventuelle participation du Département sera reversée à l'organisateur délégué selon des modalités de versement à préciser dans la convention spécifique.

## **Article 6 : durée**

La présente convention est conclue pour une durée de 3 ans tacitement reconductible.

La convention prend effet à la date de signature. Elle pourra être dénoncée par l'une ou l'autre partie six mois au moins avant l'échéance par lettre recommandée.

Si la non reconduction est le fait du Département, ce dernier sera subrogé dans les droits et obligations de l'organisateur pour les contrats de transport en vigueur au jour de la résiliation.

Si elle est le fait de l'organisateur délégué, ce dernier aura à sa charge la fin anticipée des contrats de transport.

## **Article 7 : sécurité et assurance**

L'organisateur délégué s'engage à veiller à la bonne exécution du cahier des charges pour la ou les entreprises chargées de l'exécution du service.

L'organisateur délégué doit être couvert par une assurance «responsabilité civile» auprès d'une compagnie notoirement solvable pour les risques afférents aux transports du public, lorsque sa responsabilité civile peut être engagée, de telle sorte que la responsabilité du Département ne pourra être recherchée à ce titre. En cas d'accident corporel, il appartiendra tant à l'organisateur qu'au transporteur de le signaler au Département dès qu'il en aura connaissance.

Fait à COLMAR en deux exemplaires, le

Le Département

L'Organisateur délégué

**DEPARTEMENT DU HAUT-RHIN**

**LA COMMUNAUTE DE COMMUNES**

CONVENTION ETABLISSANT LA PARTICIPATION FINANCIERE  
DU DEPARTEMENT AU FONCTIONNEMENT  
D'UN SERVICE DE TRANSPORT D'INTERET LOCAL

Vu l'article 28 du décret 85-891 du 16 août 1985 relatif aux transports non urbains de personnes,

Vu la délibération du Conseil Général du Haut-Rhin du 10 novembre 2000 relative à la mise en place et au financement de services complémentaires au réseau départemental des transports collectifs ;

Vu la délibération du Conseil Général du Haut-Rhin du 7 décembre 2011 relative à la révision des contrats de territoires de vie ;

Entre :

Le Département du Haut-Rhin représenté par son Président, d'une part, dûment autorisé par délibération de la Commission Permanente du Conseil Général

Et :

La Communauté de Communes du Pays de Ribeauvillé représentée par son Président, d'autre part, ci-après dénommée l'organisateur délégué,

Il a été convenu ce qui suit :

**Article 1 : Objet de la convention**

La Communauté de Communes du Pays de Ribeauvillé organisera un transport public local conforme aux dispositions de la délégation de compétence accordée par le Conseil Général.

La présente convention a pour objet de définir la participation financière du Département au fonctionnement de ce transport public. Elle se substitue à la convention signée par le Département et la Communauté de Communes le 3 septembre 2001.

**Article 2 : Caractéristiques du transport public local**

Nature et consistance des services

La Communauté de Communes du Pays de Ribeauvillé organisera un service régulier public à la demande pour la satisfaction de besoins non pris en compte par les lignes régulières interurbaines :

- rabatement sur les transports départementaux ;
- accès aux commerces et aux services.

Le transport doit être accessible aux personnes à mobilité réduite.

### Bénéficiaires et étendue géographique de fonctionnement

Le périmètre de desserte sera le territoire de la Communauté.

Le service de transport à la demande sera réservé aux personnes résidant dans ce territoire, sur adhésion préalable, avec accompagnement possible.

### Modalités de fonctionnement

Le service sera organisé sous la forme d'un transport à la demande avec Ribeauvillé pour point de destination. Les horaires d'arrivée et de départ à Ribeauvillé seront fixés par la Communauté dans des créneaux horaires complétant l'offre des transports réguliers départementaux.

L'itinéraire et les horaires de prise en charge et de dépose dans les autres communes seront fonction de la demande des usagers et de l'optimisation des trajets.

Les points d'arrêts à Ribeauvillé seront fixés par la Communauté. Les points de prise en charge et dépose dans les autres communes seront librement déterminés à la demande des usagers.

Le service fonctionnera sur réservation préalable. Les conditions de réservation seront fixées par la Communauté.

### Tarifification

La tarification du service sera à prix forfaitaire par trajet et par personne, le montant étant fixé par la Communauté.

### Modalités d'exploitation

Le service fonctionnera sur la base d'un marché public de transports ou d'une délégation de service public à prix journalier, la recette commerciale éventuelle venant en déduction du prix à facturer à la communauté.

L'exploitant devra être titulaire d'une licence de transport public de personnes.

### **Article 3 : Modalités de participation financière du Département :**

Le déficit d'exploitation (coût de fonctionnement TTC du transport – recettes commerciales) sera subventionné par le Département au taux de 50% avec un plafond par habitant et dans la limite du crédit inscrit dans le Contrat de Territoire de Vie « Piémont Val d'Argent Pays Welche » pour les transports complémentaires locaux. Les dépenses supplémentaires seront à la charge de la Communauté.

La valeur initiale du plafond annuel de participation du Conseil Général est fixée à 3,34 € (indices septembre 2012) x 18 834 habitants = 62 905,56 €.

Population de la Communauté de Communes du Pays de Ribeauvillé  
(INSEE - Populations légales des communes en vigueur au 1er janvier 2012)

Aubure	435
Beblenheim	974
Bennwihr	1 344
Bergheim	1 940
Guémar	1 391
Hunawihr	620
Illhaeusern	735
Mittelwihr	811
Ostheim	1 621
Ribeauvillé	4 979
Riquewihr	1 273
Rodern	338
Rorschwihr	409
Saint-Hippolyte	1 066
Thannenkirch	503
Zellenberg	395
<b>Total</b>	<b>18 834</b>

**Article 4 : Modalités de versement de la participation départementale**

La participation du Département sera versée annuellement au vu de l'état des dépenses et des recettes réalisées au titre de l'année écoulée dans les conditions prévues par le Contrat de Territoire de Vie en vigueur au jour du versement, après vote de la subvention.

**Article 5 : Durée de la convention**

La subvention prévue étant inscrite dans le cadre du Contrat de Territoire de Vie « Piémont Val d'Argent Pays Welche », c'est ce document et ses éventuels avenants qui fixent la durée des obligations du Département relatives au financement de cette action.

**Article 6 : Résiliation**

Le Département pourra résilier la présente convention à tout moment pour tout motif d'intérêt général, sous réserve du respect d'un préavis de 6 mois, sans que la Communauté de communes ne puisse se prévaloir d'un quelconque préjudice.

En cas de non respect par la Communauté de communes des obligations prévues dans la convention de délégation de compétence visée à l'article 1, le Département du Haut-Rhin pourra résilier la présente convention par simple recommandé avec

accusé de réception et sera en droit d'obtenir le remboursement de toute ou partie des sommes versées.

**Article 7 : compétence juridictionnelle**

Les litiges pouvant naître de l'exécution de la présente convention seront soumis au Tribunal compétent du ressort de Colmar.

Fait à COLMAR en deux exemplaires, le

Le Département

L'Organisateur délégué

**DEPARTEMENT DU HAUT-RHIN**

**LA COMMUNAUTE DE COMMUNES**